

« Combattre Vinci et son Monde, ce n'est pas être contre les ouvriers et salariés de l'entreprise... »

- 2 décembre 2018 – par des opposants au GCO -

Nous vivons dans un monde où les 1% dictent au 99% autres ce qui est bon ou pas bon pour qu'eux-même puissent rester dans leur tour d'ivoire. **Combattre Vinci et son monde, ce n'est pas être contre les ouvriers et salariés de l'entreprise.** Il ne s'agit pas de raisonner bêtement et de mettre tout le monde dans le même sac.

Ici, pour être clair, il ne s'agit pas d'incriminer celle et celui qui travaille dans des entreprises dans l'éthique est discutable. Il faut aussi comprendre qu'il y a une misère sociale et que pour « survivre » des personnes n'ont pas d'autre choix que de prendre le travail que l'on leur propose.

Ici, c'est le système qui faut dénoncer. Les dirigeants qui créent les conditions dans laquelle nous sommes et les politiques qui les soutiennent.

Combattre Vinci et son monde n'implique pas de rejeter la faute sur les ouvriers et salariés de l'entreprise ou d'autres multinationales. Elles sont des victimes autant que nous. Par contre, ce sont les dirigeants, les actionnaires majoritaires, ceux dont la morale est inversement proportionnelle à la grosseur de leur porte-monnaie. De combattre ces politiques corrompus au système, aux ordres des lobbistes. Voilà ce que nous combattons. Il est important de remettre les choses dans leur juste proportion.

Ne pas jeter sur la voie publique

Le GCO en compensation de l'abandon de Notre-Dame-des-Landes,
NOUS N'EN VOULONS PAS !

« Combattre Vinci et son Monde, ce n'est pas être contre les ouvriers et salariés de l'entreprise... »

- 2 décembre 2018 – par des opposants au GCO -

Nous vivons dans un monde où les 1% dictent au 99% autres ce qui est bon ou pas bon pour qu'eux-même puissent rester dans leur tour d'ivoire. **Combattre Vinci et son monde, ce n'est pas être contre les ouvriers et salariés de l'entreprise.** Il ne s'agit pas de raisonner bêtement et de mettre tout le monde dans le même sac.

Ici, pour être clair, il ne s'agit pas d'incriminer celle et celui qui travaille dans des entreprises dans l'éthique est discutable. Il faut aussi comprendre qu'il y a une misère sociale et que pour « survivre » des personnes n'ont pas d'autre choix que de prendre le travail que l'on leur propose.

Ici, c'est le système qui faut dénoncer. Les dirigeants qui créent les conditions dans laquelle nous sommes et les politiques qui les soutiennent.

Combattre Vinci et son monde n'implique pas de rejeter la faute sur les ouvriers et salariés de l'entreprise ou d'autres multinationales. Elles sont des victimes autant que nous. Par contre, ce sont les dirigeants, les actionnaires majoritaires, ceux dont la morale est inversement proportionnelle à la grosseur de leur porte-monnaie. De combattre ces politiques corrompus au système, aux ordres des lobbistes. Voilà ce que nous combattons. Il est important de remettre les choses dans leur juste proportion.

Ne pas jeter sur la voie publique

Le GCO en compensation de l'abandon de Notre-Dame-des-Landes,
NOUS N'EN VOULONS PAS !

gcononmerci.org – contact@gcononmerci.org | zaddumoulin.fr – contact@zaddumoulin.fr

gcononmerci.org – contact@gcononmerci.org | zaddumoulin.fr – contact@zaddumoulin.fr

La CGT de VINCI : « pour un arrêt immédiat des travaux et un moratoire sur le projet ... »

- Montreuil, le 15 novembre 2018 -

Dans un communiqué en date du 15 novembre 2018, les syndicats de la CGT de Vinci, réunis en Assemblée Générale à Montreuil, ont pris position pour l'arrêt immédiat des travaux et la mise en place d'un moratoire sur le projet de GCO :

Extrait : « [...] Nous dénonçons les libertés prises par le Gouvernement avec les procédures d'enquête publique, en annonçant à l'avance qu'il délivrerait son autorisation environnementale au projet, et en dépit d'un nouvel avis défavorable du Conseil National de la Protection de la Nature. A Strasbourg ou ailleurs, il y a décidément quelque chose de vicié dans ces procédures, dès lors qu'elles ne permettent pas d'envisager des alternatives, et servent à faire passer des coalitions d'intérêts particuliers pour l'intérêt général.

Nous rejoignons les analyses de l'Union Départementale CGT du Bas-Rhin, qui s'est prononcée l'an dernier contre le GCO, « après avoir étudié avec beaucoup de minutie le projet » : nous disons non à un projet de couloir à camions européen, conçu pour alimenter les caisses déjà bien pleines de VINCI Autoroutes, au détriment de la santé des strasbourgeois et sans améliorer significativement leurs conditions de circulation. Nous dénonçons la médiocrité des mesures de « compensation » écologique bricolées par VINCI et plusieurs fois dénoncées par le CNPN, qui mettent en danger des espèces protégées et accentuent les destructions de terres agricoles.

Nous condamnons les propos diffamatoires tenus le 8 octobre par M. Pierre Coppey, directeur général adjoint de VINCI Autoroutes, assimilant les démonstrations de colère des opposants à la « violence terroriste », et dénonçant « la violence sans précédent » à laquelle seraient confrontés les salariés de VINCI et des entreprises travaillant sur le projet. Nous invitons ce Monsieur à se rendre sur place découvrir les réalités d'un combat fort pacifiste, et les salariés à prendre modèle sur ces ouvriers du chantier de la Plaine à Marseille qui, il y a quelques jours, ont fait jouer leur droit de retrait après avoir été bloqués par des opposants.

Le chantage à l'emploi ne nous oblige pas à épouser la cause de nos employeurs, ni à réclamer la « protection » de la police. Nous réaffirmons notre volonté de travailler à construire un monde meilleur, plus juste et plus vivable, plutôt que de saccager un peu plus une planète en danger – pour le seul bénéfice à court terme d'actionnaires insatiables. Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ? »

La CGT de VINCI : « pour un arrêt immédiat des travaux et un moratoire sur le projet ... »

- Montreuil, le 15 novembre 2018 -

Dans un communiqué en date du 15 novembre 2018, les syndicats de la CGT de Vinci, réunis en Assemblée Générale à Montreuil, ont pris position pour l'arrêt immédiat des travaux et la mise en place d'un moratoire sur le projet de GCO :

Extrait : « [...] Nous dénonçons les libertés prises par le Gouvernement avec les procédures d'enquête publique, en annonçant à l'avance qu'il délivrerait son autorisation environnementale au projet, et en dépit d'un nouvel avis défavorable du Conseil National de la Protection de la Nature. A Strasbourg ou ailleurs, il y a décidément quelque chose de vicié dans ces procédures, dès lors qu'elles ne permettent pas d'envisager des alternatives, et servent à faire passer des coalitions d'intérêts particuliers pour l'intérêt général.

Nous rejoignons les analyses de l'Union Départementale CGT du Bas-Rhin, qui s'est prononcée l'an dernier contre le GCO, « après avoir étudié avec beaucoup de minutie le projet » : nous disons non à un projet de couloir à camions européen, conçu pour alimenter les caisses déjà bien pleines de VINCI Autoroutes, au détriment de la santé des strasbourgeois et sans améliorer significativement leurs conditions de circulation. Nous dénonçons la médiocrité des mesures de « compensation » écologique bricolées par VINCI et plusieurs fois dénoncées par le CNPN, qui mettent en danger des espèces protégées et accentuent les destructions de terres agricoles.

Nous condamnons les propos diffamatoires tenus le 8 octobre par M. Pierre Coppey, directeur général adjoint de VINCI Autoroutes, assimilant les démonstrations de colère des opposants à la « violence terroriste », et dénonçant « la violence sans précédent » à laquelle seraient confrontés les salariés de VINCI et des entreprises travaillant sur le projet. Nous invitons ce Monsieur à se rendre sur place découvrir les réalités d'un combat fort pacifiste, et les salariés à prendre modèle sur ces ouvriers du chantier de la Plaine à Marseille qui, il y a quelques jours, ont fait jouer leur droit de retrait après avoir été bloqués par des opposants.

Le chantage à l'emploi ne nous oblige pas à épouser la cause de nos employeurs, ni à réclamer la « protection » de la police. Nous réaffirmons notre volonté de travailler à construire un monde meilleur, plus juste et plus vivable, plutôt que de saccager un peu plus une planète en danger – pour le seul bénéfice à court terme d'actionnaires insatiables. Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ? »